



« La CGT organise aujourd’hui le lancement de sa campagne sur les élections professionnelles à La Défense car c’est un symbole.

La Défense c’est une fourmilière : vous êtes 180 000 salarié.es à travailler ici dans 3600 entreprises, dont beaucoup dans lesquelles les syndicats sont peu ou pas présents.

La Défense, c’est le premier lieu d’emploi des cadres qui représentent 60% des salariés qui travaillent ici.

Mais La défense c’est aussi le lieu de travail de dizaines de milliers d’invisibles du matin et du soir : propreté, sécurité, commerce... Des salarié.es dont le travail est indispensable mais que l’on ne voit pas. Qui travaillent en horaires décalés, à temps partiel, payés au lance pierre.

La Défense c’est aussi le siège de Manpower leader de l’intérim et de l’emploi précaire.

La Défense c’est surtout le lieu du pouvoir. C’est le 1er quartier d’affaires d’Europe, et le 4eme le plus attractif au monde. 1500 sièges sociaux dont le siège de 15 des 50 premières mondiales : Total, Saint Gobain, Société Générale, Axa, KPMG, HSBC, Capgemini...

Une partie des multinationales qui dirigent le monde sont ici, leur chiffre d’affaires est plus élevé que le PIB de nombreux pays. Leur pouvoir est plus important que celui de nombreux gouvernement.

La défense c’est là où sont prises les décisions qui nous concernent...sans nous.

Des décisions qui concernent nos emplois, nos salaires et notre planète.

La part des richesses, créées par les 100 plus grandes entreprises françaises cotées en bourse allouée aux travailleurs et aux travailleuses a baissé de 10 points depuis 2009. Ce sont plus de 62 milliards d’euros qui auraient été alloués aux salarié.es en 2021 si nous avions gardé la même répartition de la valeur ajoutée qu’en 2009, soit l’équivalent d’un chèque moyen de 8 914 euros par salarié.e. Dans la même période les PDG ont augmenté leur rémunération de 90 %, leurs salarié.es uniquement de 23 % ! Et même dans ce domaine les inégalités femmes/hommes persistent, jugez plutôt : les dirigeant.es gagnent en moyenne 36 % plus que les dirigeantes, dans les entreprises du SBF 120 !

La Défense, c’est aussi le lieu de la spéculation immobilière. Et maintenant, la nouvelle mode c’est de spéculer sur les surfaces de bureaux et d’instrumentaliser le télétravail pour généraliser le *flex-office*. Maintenant, avoir un bureau devient un luxe !

Nous pouvons inverser ces tendances en exigeant de retrouver toute notre place dans les stratégies des entreprises et dans les instances de gouvernance : les salarié.es doivent être présent.es dans les lieux de décision stratégiques, ce n’est plus possible que notre place soit limitée à un strapontin dans les conseils d’administrations, nous voulons que les salarié.es aient 50% des sièges dans les conseils d’administrations !

Et c'est là tout l'enjeu des élections professionnelles qui vont se tenir dans les 6 prochains mois dans 70% des entreprises privées : renforcer la place du syndicalisme et de la CGT en particulier. Pourquoi ? Parce que c'est indispensable pour reprendre le pouvoir sur les décisions qui nous concernent. Pour faire entendre les exigences sociales et environnementales face au monde de l'argent.

Pendant 6 mois, nous nous sommes mobilisé.es contre la réforme des retraites. Notre mobilisation a été exemplaire. Elle nous a permis de relever la tête mais nous n'avons pas gagné. C'est une anomalie démocratique. Dans aucun autre pays européen démocratique un président de la République n'aurait pu passer en force et imposer une réforme contre l'assemblée, contre la rue et contre la quasi-totalité de la population. Pour gagner, face à ce pouvoir radicalisé, il aurait fallu que nous soyons en capacité d'étendre les grèves encore plus que nous n'avons réussi à le faire.

Pour cela, l'implantation syndicale est centrale. 40% des salarié.es du privé n'ont pas de syndicat dans leur entreprise. Des millions d'autres comptent quelques syndiqué.es, mais avec des effectifs insuffisants pour construire un vrai rapport de force.

Pour ces salarié.es, la grève est un exercice totalement théorique. Pour ces salarié.es les droits sont revus au rabais : pas de négociation sur les salaires, pas de possibilité d'être accompagné et défendu face à l'employeur, pas de possibilité de faire des propositions alternatives sur la stratégie ou l'orientation de l'entreprise. Pour ces salarié.es, l'employeur a les pleins pouvoirs et il peut, très facilement, se débarrasser de celles et ceux qui osent interroger ses décisions.

Comment inverser la tendance ? En nous syndiquant massivement. Dans la dynamique de la mobilisation, ce sont déjà plus de 150 000 salarié.es qui ont fait le choix de se syndiquer. Et ce n'est qu'un début. Les millions de manifestantes et manifestants, les millions de grévistes doivent se transformer en millions de nouveaux et nouvelles syndiqué.es pour que nous changions le rapport de force dans la durée. Et le sondage publié par l'Ugict-CGT montre que nous avons semé de nombreuses graines, y compris chez des catégories éloignées de la CGT. Alors que les cadres ont toujours considéré que les syndicats c'était pour les autres, et que pour se défendre, il fallait qu'ils comptent d'abord sur eux-mêmes, un tiers d'entre eux considère que la CGT défend les cadres, une augmentation de 8 points en un an, un résultat historique depuis la création du sondage !

Et nous en voyons les manifestations concrètes tous les jours.

Pour la première fois, la CGT présente des listes chez les cadres à Amazon !

Pour la première fois la CGT réalise plus de 20% des voix chez Marsh, une entreprise de courtage en assurance !

Pour la première fois la CGT est majoritaire chez Orpéa, entreprise de gestion d'EHPAD désormais bien connue du grand public, spécialisée dans la répression antisyndicale et dans le harcèlement de toutes celles et ceux qui osent contester la maltraitance institutionnelle pratiquée par la direction pour optimiser ses bénéfices.

Oui, la CGT défend les cadres et les professions intermédiaires. Elle a créé pour cela il y a 60 ans l'Ugict-CGT, la CGT des ingés, cadres et tech, lieu où les salarié.es qualifié.es en responsabilité peuvent se retrouver pour travailler des revendications communes.

C'est l'Ugict-CGT qui a inventé, en 2014, le droit à la déconnexion, qui a fait son entrée dans le code du travail en 2017 et qui reste – malheureusement - totalement d'actualité.

C'est l'Ugict-CGT qui pendant 4 ans s'est battue pour sauvegarder et renforcer le statut de l'encadrement et a gagné en 2020 un nouvel accord interprofessionnel sur le sujet.

C'est l'Ugict CGT qui se bat depuis 20 ans pour encadrer le télétravail, qui a créé un observatoire du télétravail et qui négocie actuellement sur le sujet au niveau européen avec Eurocadres, organisation européenne de cadres présidée par la CGT.

Mais ce qui fait la force de la CGT, c'est de défendre l'ensemble des salarié.es, quel que soit leur catégorie, quel que soit leur statut.

La CGT défend et organise les intérimaires. C'est la CGT intérim qui a mis en lumière le scandale des accidents du travail et de la surmortalité qui pénalise les intérimaires. Et oui, en 2023, travailler tue, et ce n'est pas la campagne de com du ministère du travail qui va changer la donne. Ce qu'il faut c'est limiter les niveaux de sous-traitance, augmenter les effectifs de l'inspection du travail et les moyens des représentants du personnel en commençant par rétablir les CHSCT.

La CGT défend les salarié.es de la propreté. En juillet, nous avons organisé juste en face, au centre commercial des 4 temps, une grève des salarié.es de la propreté qui ont gagné des augmentations de salaires et une amélioration de leurs conditions de travail. Au-delà, il faut mettre fin à la banalisation des temps partiels et des horaires décalés : malgré des amplitudes horaires dignes de cadres sup, ces salarié.es, majoritairement des femmes, sont payées bien en dessous du Smic mensuel ! La CGT a donc décidé d'arrêter de participer à toutes les négociations de branche tant que le patronat ne changera pas sa position sur les temps partiels !

Rassembler les salarié.es, c'est ce que la CGT fait aujourd'hui. Ce matin, les ouvriers de Tarkett, fabricant de revêtement de sol, sont venus se déployer auprès des cadres de leur siège social pour soutenir la section Ugict qui est en train de se créer

Ce matin, les employées et soignantes d'Orpéa sont venues à la rencontre des cadres du siège social pour leur permettre de s'organiser et d'agir face au *wall street management* pratiqué par la direction.

Se syndiquer, c'est le geste le plus subversif face aux pleins pouvoirs de l'argent. Ce n'est pas soutenir une personne ou une organisation, c'est s'organiser.

Se syndiquer, c'est reprendre le pouvoir sur son travail.

Se syndiquer, c'est se donner les moyens d'agir avec ses collègues.

Se syndiquer, c'est redresser la tête face à son employeur et lui dire que c'est notre travail qui crée des richesses et que nous devons avoir notre mot à dire sur son contenu et son organisation.

Je lance donc un appel aujourd'hui. Je lance un appel à tous les salarié.es qui n'ont pas la CGT dans leur entreprise, dans leur site ou dans leur collège. C'est le moment de monter des listes CGT, c'est le moment de créer une section syndicale. **C'est le moment de s'OR-GA-NI-SER !**

Se syndiquer, c'est changer la donne dans son quotidien.

C'est ce qu'ont fait, ici même, les cadres d'Ernst and Young, EY, un grand cabinet de conseil et d'audit, qui avec la CGT ont mené une longue bataille et ont réussi à empêcher leur employeur de les faire travailler sans limite – il voulait les faire travailler jusqu'à 58h par semaine !

C'est ce que font les cadres et les ingénieurs de Thalès, de Groupama, d'Orange et de 55 autres entreprises qui déploient le radar travail environnement inventé par l'Ugict-CGT pour évaluer l'impact environnemental de son entreprise et porter des alternatives

C'est ce que viennent de faire deux ingénieurs du ministère de l'environnement qui se sont syndiqués il y a quelques minutes pour retrouver les moyens de bien travailler et de faire primer les questions environnementales sur les questions économiques.

Se syndiquer, c'est agir pour nos salaires et combattre la boucle « prix/profits », l'augmentation des profits et des dividendes des actionnaires qui alimente l'inflation. C'est ce que fait la CGT de CGI, dont les effectifs ont d'ailleurs augmenté de 25% depuis la mobilisation contre la réforme des retraites. La CGI c'est une grande entreprise de conseil, florissante, qui en 2022 a réalisé un bénéfice net de 1000€ par salarié et ne distribue que 80€ d'augmentation aux salariés. La direction empoche donc 920€ par salariés... Et comme ça n'est jamais assez, elle réalise dans le même temps une rupture conventionnelle collective qui va pénaliser d'abord les seniors, alors que le gouvernement et le patronat viennent de passer en force le report de la retraite à 64 ans. Il faut arrêter l'hypocrisie !

Pour gagner des augmentations de salaire, nous nous donnons rendez-vous toutes et tous les 13/10 prochain, pour la grande journée de grèves et de manifestations organisée par l'intersyndicale. Pour maintenir le pouvoir d'achat, il faut cesser les gesticulations ridicules mais mettre en place une mesure simple : l'indexation des salaires sur les prix – plébiscitée par les cadres dans le sondage d'ailleurs -. C'est très simple, il suffit d'un décret. Et c'est très efficace, comme le démontre la situation en Belgique ou au Luxembourg où les salaires sont indexés sur les prix et où la croissance est plus forte et le chômage plus faible. CQFD !

Alors, vous l'avez noté, notre appel à l'action a déjà forcé le gouvernement à bouger. Il vient d'ajouter un mot à son vocabulaire, le terme « salaire » en nous annonçant une conférence sociale sur les salaires le 16 octobre prochain. Comme quoi, il ne faut d'espérer de rien et les progrès sont à portée de tous !

Il va falloir que nos grèves et manifestations du 13 soient très fortes pour mettre cette conférence sociale sous pression : plus possible de faire de la com ou d'annoncer des mesures gadget, nous voulons des mesures contraignantes ! Plus possible de refuser de parler de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ! Les femmes gagnent toujours 25% de moins que les hommes et le patronat nous demande d'avoir confiance et de patienter sagement. Si on les écoute, dans 100 ans la situation sera identique alors que les femmes sont déjà, aujourd'hui, plus diplômées que les hommes. Nous voulons la revalorisation des métiers féminisés, nous voulons la fin des temps partiels imposés, nous voulons des sanctions pour les entreprises qui discriminent et la révision en profondeur de l'index égalité salariale ! La CGT a obtenu l'adoption d'une directive européenne sur la transparence salariale. Bizarrement, alors que la France s'empresse d'obéir aux injonctions de Bruxelles pour sacrifier le fret ferroviaire, elle traîne les pieds pour transposer cette directive qui impose la modification en

profondeur du code du travail et permet de mettre fin aux pratiques d'opacité et de clientélisme qui président de plus en plus à l'attribution des rémunérations.

Alors aujourd'hui, nous sommes tous et toutes rassemblé.es ici pour porter un message. Ce message, s'adresse à tous les salariés dans les entreprises, que vous soyez ouvrier, employé, technicien·ne ou agent de maîtrise, que vous soyez cadre ou ingénieur.

Ce message c'est celui qu'à lancé Georges Seguy, secrétaire général de la CGT après mai 68, qui appelait les jeunes à envahir la CGT. Les portes et les fenêtres sont grandes ouvertes. **Envahissez-nous pour qu'ensemble on soit plus forts.**

Faire le choix de la CGT, c'est faire le choix de s'organiser collectivement.

Faire le choix de la CGT c'est faire le choix de la démocratie, de l'action et de la mobilisation. Faire le choix de la CGT c'est faire le choix de l'indépendance face aux directions d'entreprise et au gouvernement. Une indépendance que peine toujours à accepter le patronat français, un des plus réactionnaire au plan européen, qui considère trop souvent que les représentants du personnel n'ont qu'à se soumettre ou se démettre. La force de la CGT c'est sa solidarité. Je le dis à toutes les directions qui nous entourent, si vous touchez un cheveu d'un.e syndiqué.e de la CGT, c'est toute la CGT qui se mobilisera !

Faire le choix de la CGT, enfin c'est empêcher la montée sans limite de l'extrême droite, organisée par le gouvernement qui fait tomber toutes les digues, en mettant dos à dos l'extrême droite avec une prétendue extrême gauche, en l'invitant à des diners aux chandelles à St Denis ou en reprenant ses discours racistes et xénophobes. Emmanuel Macron passe son temps à convoquer les syndicalistes devant les tribunaux, nous nous le convoquons devant le tribunal de l'histoire. En passant en force sur sa réforme des retraites il ouvre un boulevard à l'extrême droite. Et il peut s'appuyer sur une partie du patronat qui subventionne désormais explicitement l'extrême droite, comme l'illustre la reprise en main du journal du dimanche par Vincent Bolloré. C'est grave. La CGT se bat pour la défense des libertés, de plus en plus fragilisées, et notamment pour la liberté de la presse, alors que des journalistes sont désormais convoqués devant les tribunaux pour avoir fait des enquêtes sur les violences policières ou les agissements de l'armée ! Notre travail est le meilleur antidote à ce poison. Au travail, dans nos luttes et dans la CGT nous nous rassemblons quelque soit notre couleur, notre nationalité ou notre religion.

Pour conclure, en votant en en faisant voter pour la CGT, en vous syndiquant massivement, vous direz une chose claire aux employeurs et aux actionnaires : le travail c'est nous, les richesses, elles sont à nous, et il est temps que l'entreprise aussi, elle soit à nous !

La démocratie ne peut pas s'arrêter aux portes des *open-spaces* !